

« Il est dangereux de se focaliser uniquement sur l'austérité budgétaire »

Le Pacte budgétaire, comme on l'appelle, est né d'une double préoccupation qui existe notamment en Allemagne et dans d'autres États membres. Premièrement, même le Pacte de stabilité et de croissance qui vient d'être réformé ne garantit pas que les États membres se conforment aux règles européennes en matière de réduction de la dette et du déficit. Deuxièmement, les acteurs du marché attendent un signal fort de la part de l'UE indiquant que cette dernière parvient à faire face à la crise de la dette souveraine et que les gouvernements s'impliquent sérieusement en fournissant des efforts de consolidation à long terme. Les décisionnaires voient donc le Pacte budgétaire comme un instrument de renforcement de la confiance dans une période de remise en cause de la capacité de la zone euro à faire face à ses problèmes internes en matière de dette, de système bancaire, d'économie et de politique.

Une telle approche soulève plusieurs difficultés: la première, c'est qu'en termes de reprise économique et de durabilité de l'unité de la zone euro, il est dangereux de se focaliser uniquement sur l'austérité budgétaire. Au vu des prévisions économiques négatives annoncées pour la plupart des États membres de la zone euro et des conséquences récessionnistes de certains programmes d'austérité, une règle budgétaire déflationniste imposée à l'ensemble des États membres de la zone euro pourrait en fait accroître la probabilité d'une désagrégation de l'union monétaire. Les acteurs du marché semblent au moins aussi concernés par les perspectives de croissance et la capacité d'action politique des dirigeants de la zone euro que par l'austérité et les règles financières. On peut donc douter que le Pacte permette de rétablir la confiance.

En outre, le Pacte détourne l'attention de problèmes plus importants et à l'origine de la crise de la dette. Dans la plupart des États membres, les déficits élevés et les niveaux d'endettement insoutenables sont les symptômes

d'écarts importants de compétitivité entre les États membres, source de déséquilibres flagrants. La législation européenne traitant des déséquilibres macro-économiques, adoptée dans le cadre du «six-pack» (qui a également réformé le Pacte de stabilité et de croissance), ne suffira sans doute pas pour lutter contre les causes fondamentales de la crise que connaissent actuellement certains des États membres de la zone euro.

Ce dont la zone euro a besoin de façon plus urgente qu'un Pacte budgétaire, c'est d'un débat de fond sur les réponses politiques susceptibles d'atténuer la crise ainsi que d'offrir une perspective d'intégration politique à long terme pour la zone euro. Les réponses à la crise dévastatrice que nous connaissons devront être plus tranchées qu'elles ne l'ont été jusqu'à présent si la zone euro souhaite se maintenir en l'état actuel. On pourrait envisager des eurobonds ou une solution approchante, peut-être sous un autre nom, et une stratégie de croissance scrupuleuse exploitant au mieux le budget de l'UE. D'autre part, la réforme de la gouvernance à long terme ne devrait pas se limiter à l'élaboration de règles et de systèmes de sanctions toujours plus techniques. Les mécanismes actuels fondés sur des règles outrepasseront les limites de la légitimité démocratique dès que des parlementaires nationaux élus démocratiquement seront dans l'obligation de remanier considérablement des politiques antérieures «parce que Bruxelles en aura décidé ainsi». Enfin, les réformes en cours jusqu'à présent ne dotent en aucun cas la zone euro des compétences qu'elle a perdues au niveau européen, notamment en matière d'élaboration de politiques macro-économiques, lors de l'intégration des monnaies nationales. Ces tendances concourent à éroder la légitimité dans les États nations et au niveau européen. ■

Daniela Schwarzer

*Chef de la division recherche sur l'intégration européenne,
Stiftung Wissenschaft und Politik, Berlin*